

Dans ce numéro  
**Léon TROTSKY**  
Le tournant de l'Internationale  
Communiste et la situation  
en Allemagne

# La Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS X<sup>e</sup>.

Prix du numéro : 0 fr. 50

Après le tournant

Camarades des Jeunesses  
ne laissez pas exclure  
les communistes  
de gauche!

## La social-démocratie, rempart de la bourgeoisie

Le conseil national socialiste, dans sa dernière réunion, a accouché d'un « appel aux travailleurs » aussi prétentieux dans le tour qu'ignoble dans le fond.

Après avoir rappelé cette vérité première que le capitalisme est responsable de la crise, l'appel conclut non par une lutte à mort contre le régime responsable de tant de misères mais par une lutte contre le nationalisme et le bolchévisme. Car ici, l'infamie éclate.

« La doctrine du bolchévisme russe, du fascisme italien et du racisme allemand, en dépit de leurs différences se rejoignent dans une idéologie de guerre qui, dans l'état de crise économique... et dans l'état de division du prolétariat, comporte un danger permanent pour la paix », dit le manifeste.

Jamais le parti socialiste n'avait fait un aveu aussi net de sa collusion avec la bourgeoisie nationale. Le mot de paix est un miroir à bouillottes pour entraîner les inconscients dans le sillage de la bourgeoisie. La collusion est patente sur le terrain du nationalisme. La défense de la paix contre le racisme et le fascisme, c'est le langage ordinaire du Temps, du Matin et de la presse bourgeoise. La paix est possible en régime capitaliste, rien ne viendrait la menacer s'il n'y avait les troubles fascistes qui jouent au soldat. C'est avec une faiblesse assez grotesque sur les origines de la guerre que leurs devanciers, les socialistes de 1914, ont précipité la classe ouvrière dans le carnage. En 1914, il fallait défendre la paix contre le kaiser, en 1931, il faudra la défendre contre les fascistes. C'est avec une pareille « explication » que l'on prépare le plus sûrement les masses pour les futures tueries.

Le manifeste socialiste est muet sur les préparatifs réels de guerre, du capitalisme mondial. Il ne dit rien de l'impulsion du garde contre les folles illusions et doctrines du nationalisme; mais il s'agit bien des doctrines de M. Merlo ou Franklin-Drouot. Quand le gouvernement Tardieu — un gouvernement parlementaire, issu du suffrage universel cependant — fait bétonner les frontières et augmenter les crédits de guerre, quand Renaudel — un vrai démocrate celui-ci — rapporte sur le budget de l'Air et assiste aux expériences du Béarn. Où finissent les méthodes dites « nationalistes » et où commencent les méthodes dites « socialistes »?

Nous ne nous lassons jamais de dénoncer l'opium des solutions pacifistes et genouvoises, dont les socialistes intoxiquent la classe ouvrière : car c'est vraiment se moquer des travailleurs, que d'affirmer d'une part que le capitalisme engendre la guerre et d'autre part de consolider « la paix dans un monde réellement désarmé » à l'aide de simples conférences entre gouvernements sans toucher aux fondements du capitalisme. Faire cela, c'est endormir la conscience de classe et désarmer réellement le prolétariat en face d'un nouveau conflit.

Mais le comble de la perfidie, c'est l'assimilation du fascisme au bolchévisme, comme constituant l'un et l'autre une idéologie de guerre. Le fascisme représente la forme la plus violente de la dictature capitaliste, la forme que l'état bourgeois doit prendre pour résoudre par dessus la tête de la vieille légalité devenue caduque, les contradictions qui le minent. Le fascisme est dirigé contre les bourgeoisies concurrentes mais par dessus tout contre la classe ouvrière. Le fascisme a donc une idéologie de guerre, guerre extérieure et guerre civile. La classe ouvrière a le devoir de résister à l'offensive fasciste et aucun socialiste n'oserait en face de lui contester. Mais cela leur permet de désarmer et de l'asservir en dénonçant le bolchévisme, c'est-à-dire l'activité révolutionnaire comme étant d'essence fasciste.

Dans la lutte des classes, dans la guerre civile qui peut en sortir, les socialistes se moquent de savoir qui sortira vainqueur, ils se moquent du sort véritable des ouvriers, ils ne tiennent qu'à leur « paix », la paix que les oppresseurs imposent aux opprimés. Il n'y a pas plus de paix en soi chez les socialistes qu'il n'y a de « démocratie pure » ou de désarmement en régime capitaliste, et abandonnant la phraseologie pompeuse de ces gens, nous apercevons tout bien que dans la lutte « pour la paix » menée contre le nationalisme, et contre le bolchévisme, il n'y a en réalité que la défense bourgeoise, sur le double terrain de la guerre étrangère et de la guerre des classes. Et sur ce terrain la social-démocratie a déjà donné des gages sanglants à la domination bourgeoise.

L'expérience italienne, l'expérience espagnole, l'expérience finlandaise, l'expérience autrichienne, Mac Donald et l'Inde, Varenne et l'Indochine, les pages de la social-démocratie sont chargées. Dans la grande lutte qui met aux prises les impérialismes et la révolution prolétarienne, la social-démocratie a déjà joué une partie capitale. Et la classe ouvrière en a déjà subi les terribles conséquences.

Aujourd'hui c'est dans l'Allemagne, recotée à nouveau par une situation révolutionnaire, que la social-démocratie postule le rôle de « briseur de révolution ».

Et dans quelles conditions accomplit-elle son office, la presse de droite allemande le souligne :

« On prétend, écrit la Deutsche Allgemeine Zeitung, que le cabinet a opté à gauche, c'est-à-dire pour la social-démocratie. C'est une erreur. C'est plutôt la social-démocratie qui a opté pour le cabinet... Les social-démocrates ont fait au Reichstag des discours nationalistes et défendu pratiquement le capitalisme. »

Le parti socialiste se propose comme soutien de la république bourgeoise, et cette candidature, toute dissimulée et générale qu'elle soit, prend son caractère très net dans la mission que le manifeste assume à la S. D. allemande : assurer « le développement pacifique de la jeune république ». C'est l'opinion de toute la bourgeoisie française qui sait parfaitement que la S. D. allemande est le pilier du plan Young, le défenseur de ses revenus.

Tel est finalement, commenté par ce manifeste, le sens profond de la formule de P. Faure, « le socialisme espoir du monde », le « socialisme » rempart de la propriété bourgeoise.

Le socialisme d'espoir ne deviendra une réalité que lorsque les beaux jours actuels de la S. D. ne seront plus qu'un triste souvenir de terreur et de misère dans la conscience du prolétariat émancipé.

PAUL SIZOFF.

## Pas les secrétaires régionaux ! Tout le parti !

Le Comité central du parti convoque les secrétaires régionaux à une conférence qui se tiendra à Paris le 1<sup>er</sup> et le 2 novembre. L'objet de la conférence est le tournant.

La direction ressent malgré tout la nécessité de revenir sur « le tournant ». Elle est contrainte de constater qu'un tournant politique ne peut donner de résultats quand la direction paralyse sa mise en œuvre en refusant toute évidence de reconnaître ses fautes passées et d'ouvrir une large discussion devant le parti entier sur sa ligne politique — la seule issue pour sortir des contradictions insolubles accumulées par la direction et par lesquelles elle entrave la marche du parti.

Devant ses difficultés, la direction pittoresque. Les palliatifs n'y feront rien, ni la rubrique irrégulière « Notre politique » dans l'Humanité, ni les conférences d'hommes de confiance de la direction.

Nous, communistes de gauche, nous appelons tous les camarades du parti à se souvenir du principe fondamental d'un parti communiste. La politique du parti doit être débattue à fond par tous les ouvriers et devant tous les ouvriers du parti. La discussion la plus large et la plus complète doit être menée par la base. Il en a toujours été ainsi dans le parti de Lénine. Même — et surtout — aux heures les plus aiguës de la prise du pouvoir, de l'intervention impérialiste et de la guerre civile. C'est la seule garantie que le parti de trouver une ligne juste qui reflète la volonté de lutte de l'avant-garde prolétarienne. C'est la seule condition à laquelle la ligne politique sera clairement comprise par tous les communistes et efficacement mise en œuvre.

A l'heure actuelle, pour qu'à la mauvaise fièvre de la « troisième période » ne succède pas dans le parti un mal de langueur, il faut que les militants communistes travaillent à vivifier le parti, à lui rendre sa vigueur en exigeant la large discussion de tous les problèmes politiques et tactiques qui se posent devant lui. Pour cette discussion, les communistes du rang doivent recevoir une information complète — et non pas seulement les thèses arides, stériles et embarrassées de la direction. Il faut que les camarades de la base exigent que nos camarades de l'opposition de gauche, exclus avant, pendant et après le tournant pour avoir lutté contre les fautes de la bureaucratie, soient entendus. Le parti jugera.

Il est nécessaire, il est urgent que le parti recouvre sa conscience politique. L'aggravation de la crise économique mondiale, les premières atteintes de la crise en France, les événements d'Allemagne, les besoins nouveaux du prolétariat français, ouvrent une période dans laquelle le parti doit pouvoir aller de l'avant et rassembler sous son égide de larges masses ouvrières. La seule voie qui mène au renforcement de tout le parti, c'est un large et vivant examen collectif de toute sa ligne politique, de la situation du capitalisme et de la classe ouvrière et des tâches de l'avant-garde prolétarienne.

## Le scandale de «Monde» doit cesser

Monde procède à un nouveau lancement. Ses placards de publicité s'évalent « L'Humanité », le Populaire, l'Œuvre, Ça Ira etc. En même temps il apparaît avec de plus en plus d'éclat que cet organe de confusion culturelle est un journal libéral et pacifiste bourgeois, disons même à tendance radicale-socialiste : la collaboration prépondérante des Berl, Bertrand de Jouvenel, Jacques Kayser aux côtés des rescapés du populisme marque assez dans quel sens Monde dénouera la confusion qui a toujours été la sienne.

« Une besogne de clarification objective » proclame Barbusse. Cette « besogne » il l'a désigné plus clairement dans une lettre à la rédaction de Links Kurve, organe des écrivains prolétariens d'Allemagne qui se dressaient contre sa « besogne » de démolition et de désagrégation de ses lecteurs ouvriers. « Monde n'est pas un journal communiste... L'essai journalistique que j'entreprends et pour lequel je n'ai jamais voulu renier ma fidélité au communisme, avait le but suivant : fournir sur une base large, du reportage objectif, sans tenir compte des questions de la lutte des partis, c'est-à-dire présenter les événements et les idées internationales avec une objectivité complète, sans les préjugés d'un homme de parti, sans parti pris, pour laisser parler les faits eux-mêmes... etc. »

Ainsi pour le communiste Barbusse, la conception révolutionnaire du monde, insurgée contre l'idéologie que la bourgeoisie a forgée pour asservir le prolétariat, c'est un préjugé de parti, un parti-pris qu'un communiste doit savoir dépasser pour atteindre une objectivité complète. Pour nous, marxistes, il n'y a jusqu'à ce jour que l'objectivité révolutionnaire, qui découle de la conception scientifique de la société de lutte de classes. Mais pour le directeur littéraire de l'Humanité, il y a, au-dessus d'elle, au-dessus des préjugés de partis, au-dessus des classes, l'objectivité complète, dont chaque semaine, il nous donne des échantillons, les articles d'un radicalisme sordide, c'est-à-dire des ennemis du prolétariat révolutionnaire comme des radicaux qui encombrant de plus en plus ouvertement les colonnes de Monde.

Marquant leur dégoût pour ces propos, les rédacteurs de la revue stalinienne allemande expliquent à Barbusse, que « représenter quelque chose en pleine impartialité dans le monde capitaliste, ça reviendrait à considérer froidement et objectivement le couteau qui nous coupe la gorge et la baïonnette qui nous perce la poitrine ».

Mais déjà avant eux, les écrivains soviétiques avaient protesté contre la saloperie éclectique que Barbusse met dans les mains du plus grand nombre possible de jeunes travailleurs. Et la venue de Monde est interdite en Russie dans les kiosques et les librairies, le journal ne parvient pas aux abonnés.

Nous avons toujours dit que les entreprises de « camouillage » soutenues par la bureaucratie stalinienne aux fins de la propagande étiatique, comme Monde ne nuisaient en fin de compte qu'au communisme, parce c'est surtout dans la conscience des communistes qu'elles entretiennent la pire confusion.

Il faut maintenant que le scandale ait trop duré pour que stalinien d'Allemagne, après les bureaucraties soviétiques, s'émeuvent eux-mêmes. Le collaborateur du populiste Paul Louis et du radical Kayser est-il, oui ou non, toujours communiste? A-t-il oui ou non, été classé de l'Humanité, organe central du parti, dont cet homme sans préjugés était directeur littéraire, à laquelle il collaborait ces jours derniers?

La bureaucratie dirigeante attendra-t-elle que Barbusse quitte avec éclat sa manœuvre pour en finir avec ce scandale? Il n'a pas suffi que Monde véhicule une culture petite-bourgeoise empoisonnée pour ouvrir les yeux aux dirigeants du parti français. Ne suffira-t-il pas qu'à propos de l'élection de Belleville, Monde blâme les violences communistes et parle hypocritement de l'unité ouvrière?

Où bien suffira-t-il encore à Barbusse, pour flatter la chèvre radicale et le chou stalinien, de prendre, de temps à autre, sa place dans le chœur de misérables calomnies contre les héros combattants de la gauche communiste déportés dans l'Oural et en Sibérie?

Trop de jeunes travailleurs, trop de jeunes communistes auxquels les bureaucraties du parti sont incapables de fournir une nourriture intellectuelle et culturelle, se rabattent sur Monde qui développe sa triste « besogne » sous le parainage du parti. Les membres du parti et surtout les jeunes, qui sont avides d'éducation révolutionnaire, doivent exiger qu'on en finisse avec le scandale de Monde.

RENAUD.

LIRE PAGE QUATRE  
la seconde partie de l'étude de

## Léon TROTSKY Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

# La grande bataille des 130.000 métallurgistes de Berlin

La grève des ouvriers métallurgistes fut proclamée le 15 octobre à Berlin, après décision de la conférence des délégués du syndicat des Métaux.

Cette décision à laquelle obéirent immédiatement 130.000 métallurgistes, fut précédée d'un vote dans les usines, dans lequel 90.599 ouvriers se prononcèrent pour la grève et seulement 15.834 contre. Ce résultat a une importance d'autant plus grande que dans l'industrie métallurgique sévit depuis des mois le chômage partiel et que le chômage total a pris des dimensions énormes.

La grève des ouvriers métallurgistes de Berlin est une lutte défensive contre la sentence arbitrale qui prévoit à partir du 3 novembre une réduction des salaires de 8 pour cent, et de 6 pour cent pour les femmes et les jeunes gens au dessous de 18 ans.

Réduction des salaires par ordre  
du régime de dictature

Cette bataille dépasse de beaucoup les limites d'une simple lutte pour les salaires. Le gouvernement Brüning avait non seulement demandé ouvertement, dans son programme la réduction des salaires ouvriers, il avait aussi fait le nécessaire pour que la sentence arbitrale conclue à la réconciliation. C'est pourquoi il nous faut sur le résultat, un arbitrage compétent, Wiszel.

L'assaut contre le misérable salaire des ouvriers métallurgistes de Berlin, survenu sur l'inspiration directe du gouvernement, constitue la première grande attaque du capital allemand, qui doit, par la réduction brutale des salaires et la diminution des institutions sociales, renforcer la capacité de concurrence des marchandises allemandes, et assurer le succès de la course aux débouchés, restreints par la crise économique mondiale.

C'est dans ce but que le capital allemand, et son gouvernement en tête, affronte les ouvriers métallurgistes de Berlin, afin d'abattre les autres catégories ouvrières, après avoir remporté la victoire sur le front de la métallurgie.

La bourgeoisie même cette lutte non pas comme un simple assaut contre les salaires, mais comme une bataille franchement et ouvertement politique.

Qui conduit la grève?

La grève des 130.000 ouvriers n'a pas été seulement proclamée par les réformistes, mais c'est presque exclusivement entre leurs mains que se trouve la direction de la grève. Les comités de grève élus dans les usines par ordre des syndicats libres, sont presque partout entre les mains des fonctionnaires réformistes.

Le fait que les réformistes avaient décidé la grève n'a mis notre parti dans le plus grand état de confusion. Incapable de manœuvrer lui-même, le centrisme sous-estimait l'élasticité tactique de l'adversaire. La direction du parti, et naturellement le R. G. O. (opposition syndicale révolutionnaire dirigée par le parti) n'ont pas su reconnaître le fait que les réformistes étaient véritablement décidés à proclamer la grève. Cette décision des dirigeants syndicaux est une manœuvre raffinée, faite en accord avec la direction du parti social-démocrate.

Malgré la profonde agitation qui règne dans ses propres rangs et qui grandit sans cesse depuis les dernières élections, le parti socialiste était décidé à voter pour le gouvernement Brüning au Reichstag. Il était évident qu'un tel soutien apporté au régime de dictature, devait décupler l'agitation parmi les ouvriers réformistes. Ainsi Max Seydewitz, le « dirigeant » aussi lâche que borné de la gauche socialiste qui écrit :

« Quelqu'un discute sérieusement cette question (le vote du parti socialiste pour le gouvernement Brüning) devra savoir quelles devront être, après la lutte électorale et dans la situation actuelle, les suites d'une telle attitude de la social-démocratie. « Les conséquences d'une telle attitude, qui est en contradiction avec les promesses faites au cours de la campagne électorale, seraient désastreuses pour le parti et les syndicats. (Klassenkampf n° 19, p. 178). »

Cependant, le 18 octobre la social-démocratie a voté comme un seul homme, de Scheidemann à Seydewitz, pour le gouvernement Brüning.

La grève des ouvriers métallurgistes de Berlin est, pour les chefs du parti socialiste, le masque qui couvre leur capitulation honteuse devant le régime de dictature. S'il conserve la direction, il fera très vite aboutir cette grève à un compromis « doux », c'est-à-dire qu'il fera accepter aux ouvriers une nouvelle sentence arbitrale

de 3 à 4 pour cent, accompagnée de la promesse solennelle d'une baisse simultanée des prix par les patrons.

La triple débacle du centrisme

Dans cette bataille importante notre parti, à cause de la politique du centrisme, a joué dès le début un rôle plus que lamentable.

D'abord les augures de la troisième période supposèrent que les réformistes ne commenceraient la grève « à aucun prix ». Donc ils tentèrent, avant même que la décision arbitrale ne soit prononcée, de déclarer la grève pour le 6 octobre. Ce mot d'ordre n'eut pas le moindre retentissement. Le 10 octobre la décision de la commission d'arbitrage fut prononcée, décision qui devait entrer en vigueur le 3 novembre. Là-dessus, le parti et la R.G.O. donnèrent comme mot d'ordre de préparer la grève pour le 3 novembre.

Mais le lendemain les bonzes réformistes firent voter la base dans les usines et le 14 ils proclamèrent la grève pour le 15 octobre, en accusant avec ironie le P. G. A. et la R. G. O. de lâcheté, parce que ceux-ci s'étaient contents de vouloir préparer la grève pour le 3 novembre.

C'était là la première débacle de la stratégie de grève des centristes. Dès le début de la grève des comités de grève furent élus immédiatement dans toutes les usines par ordre du syndicat. Au lieu de mener la lutte la plus acharnée pour s'emparer de ces comités de grève, la R. G. O. avait créé un comité de lutte central, s'appuyant sur des comités de grève à elle qui ne représentent que d'infimes minorités des équipes. Dans quelques-unes des usines seulement la R.G.O. a en main la direction de la grève sur le vote par l'ensemble des ouvriers.

Le fait que cette tactique a permis aux réformistes de garder la direction de la grève dans les usines, constitue la seconde lourde débacle du centrisme.

Cos défaites, que la phrase : « La R.G.O. est à la tête de la grève », ne sauraient effacer, ont déprimé la direction du parti. Depuis des années elle parle de la grève politique de masse et maintenant elle est sans perspectives, dans la confusion la plus

complète, en face de ce combat de masse; elle ne voit d'ailleurs aucune possibilité de conduire les ouvriers en lutte sur la voie de la lutte politique; de mobiliser les masses grévistes par la tactique du « front unique » pour une puissante démonstration politique contre le gouvernement, d'élargir le terrain de la lutte et de poser devant les ouvriers la question de l'élargissement de la grève des ouvriers berlinois, allant jusqu'à la grève générale.

L'absence de toute perspective est devenue la caractéristique de la direction détaliste et sans ressources du centrisme depuis le « tournant ».

Le fascisme à l'affût

Les fascistes ont pour mot d'ordre de soutenir cette grève. Leur démagogie sociale progresse encore, comme on peut voir. La défaite des ouvriers métallurgistes menace donc d'amener un renforcement dangereux de l'influence fasciste au sein du prolétariat.

Nous allons à grands pas vers une phase critique de cette lutte décisive de la classe ouvrière. Bientôt les chefs réformistes pousseront à la reprise du travail dans de très mauvaises conditions. Mais continueront-ils la lutte sans direction reconnue, sans trouver de guide révolutionnaire dans les syndicats? La rage au cœur les ouvriers organisés retourneront à leur joug. Quant aux inorganisés, même s'ils essayent de partir, par-là de continuer la grève, ils seront trop faibles pour lutter sans l'appui des ouvriers organisés. Car le poids des organisations est décisif dans la balance (discipline, organisation, expérience, maturité) même s'ils ne comptent que 30 pour cent de l'ensemble de l'équipe.

Et la R.G.O.? Après s'être aventuré dans une impasse, sera-t-elle à même de continuer la bataille? Après toutes les expériences passées, nous en doutons.

La situation est très grave. Il faut voir le danger, reconnaître les erreurs; cela seul peut créer les conditions indispensables pour que le mécontentement croissant des ouvriers à l'égard du réformisme renforce le camp révolutionnaire et non pas — le camp fasciste.

Résolution de l'Opposition italienne

## LA SITUATION EN ITALIE et les tâches du parti communiste

L'opposition communiste du parti communiste italien a examiné les décisions de la Commission italienne de P. C. réunie à Moscou en Août dernier. Des documents dont l'Opposition communiste a pris connaissance, il résulte :

1) Le Présidium de P. C. qui, en février dernier, a discuté de la situation italienne et de la situation intérieure de notre parti, a donné à toutes les questions dont il s'est occupé, une solution superficielle et par suite erronée. (Discours de Manouïlsky à la Commission italienne).

2) La Commission italienne de P. C. estime : a) que le Comité Central italien s'est trompé dans l'analyse de la situation et du stade actuel de la crise du fascisme; qu'il en a exagéré les symptômes de désagrégation et a dressé un tableau inexact tant du degré d'activité des masses, que de la capacité d'intervention du parti dans les mouvements spontanés qui ont surgi ces temps derniers en Italie;

b) qu'en conséquence d'une telle analyse erronée, ce Comité Central a perdu de vue les revendications immédiates de la classe ouvrière et des masses travailleuses, se bornant à préconiser la ligne générale politique comme « premier pas » vers l'insurrection et la guerre civile;

c) que la social-démocratie à qui la direction italienne déniait tout rôle en Italie (« tous en Italie se posent le dilemme : fascisme ou communisme », « la social-démocratie n'a plus de bases en Italie », etc.; plate-forme de la majorité du P. C.), doit au contraire être considérée encore comme le danger principal pour le développement de la révolution prolétarienne italienne;

d) que sur la question de la Jeunesse et sur la façon de la conquérir à l'influence communiste, la direction italienne n'a fait que des phrases, en couvrant sous le manteau d'un optimisme imbécile son incompréhension du poids des nouvelles générations, élevées et encadrées dans les institutions fascistes.

e) que pour ces motifs le dernier tournant de mars, au lieu d'aider le parti à sortir de sa passivité et à se renforcer, a eu pour résultat d'affaiblir encore plus sa liaison avec les masses.

Le tournant qu'on doit accomplir suivant la Commission italienne de P. C., consiste mainte-

nant à réparer les erreurs commises et à mobiliser les masses sur la base des revendications partielles que les masses travailleuses elles-mêmes posent en dehors du parti.

Mais la Commission italienne de P. C., tout en essayant de corriger les fautes principales du Comité Central italien, ne pouvant arriver, et n'arrivant pas en fait, à donner une solution aux questions capitales qui sont à la genèse de la crise du parti italien. Cela s'explique par le fait que c'est dans la Direction internationale elle-même qu'il faut chercher l'origine de toutes les violations qui ont discrédité les directions des sections nationales. La bureaucratiation des organes de direction internationale, — produit de l'éclectisme triomphant au sein de l'Internationale après les années de direction de Lénine et de Trotsky, — a engendré le même phénomène dans les différentes sections nationales. Les directions des partis communistes, au lieu d'être le produit organique des luttes menées par l'avant-garde prolétarienne dans chaque pays, ont été à plusieurs reprises manipulées bureaucratiquement par en haut; de sorte que le processus historique de formation des partis communistes et partant aussi de la direction de l'Internationale a été interrompu.

Le centrisme bureaucratique, ce qui a produit le système dont découle la situation actuelle dans les partis des différents pays et dans les organes de direction de l'Internationale. La ligne politique des partis et de l'Internationale n'est pas le produit de l'élaboration collective de différentes sections. Les congrès de l'Internationale sont d'autorité réduits au rôle d'assemblées tout ce que la tâche de l'approche soviétique tout ce que dit et tout ce que fait la fraction stalinienne du parti russe qui s'est attribuée aussi la direction internationale. Or, ces dernières années, particulièrement, les prolétaires ont pu constater le manque absolu de fermeté de la direction internationale qui, par ses oscillations continuelles de droite à gauche et vice versa, a toujours abouti à une politique de contradiction avec la marche des événements. Après la théorie du bloc des quatre classes en Chine, et la soumission du parti communiste à la direction bourgeoise du Kuomintang,

après l'application opportuniste du front unique avec le Comité anglo-russe qui a conduit à la capitulation en face des chefs laboristes, nous avons vu ces temps derniers la philosophie de la « Troisième période ». C'est le reflet de la politique stalinienne toujours oscillante vis-à-vis des ouvriers et des paysans russes. Tout récemment encore, le coup de barre à droite de Staline en face des résultats désastreux de la collectivisation forcée à la campagne, a eu pour conséquence, déjà prévue par l'Opposition, un nouveau tournant dans tous les partis de l'Internationale. C'est ainsi que nous avons assisté au « tournant décisif » du parti français; à la révision de la tactique syndicale en Allemagne; au revirement dans l'appréciation de la base de la social-démocratie et, enfin, à la résurrection de la tactique du front unique abandonnée depuis la troisième période.

Le parti italien, qui s'adaptait avec retard à la « troisième période », a été surpris à mi-chemin dans l'accomplissement de son tournant ultra-gauche en mars, par le signal que Staline donnait déjà en Russie d'un nouveau revirement dans un sens opposé. Ce qui explique pourquoi toutes les positions adoptées et défendues par la direction italienne ont dû subir dans un laps de temps si court une refonte radicale; et aussi pourquoi cette direction qui avait été approuvée et encouragée au Présidium de l'I. C. en février dernier, a été, six mois et demi après, mise en accusation et sévèrement réprimandée par la Commission italienne de l'I. C.

**L'aggravation de la crise**

Cela ne résoud pas la crise. Le Bureau Politique, qui a étranglé toute discussion avec les camarades de l'Opposition en y substituant des mesures disciplinaires — au point de se faire rappeler à l'ordre même par la Commission italienne de l'I. C. — annonce aujourd'hui l'ouverture d'une discussion sur la politique et sur la situation du parti. Il faut affirmer dès à présent très clairement qu'aucune discussion ne pourra avoir lieu si l'on continue à fouler aux pieds les principes de la démocratie prolétarienne, si l'on ne permet pas, tant aux camarades de l'Opposition communiste qu'à la fraction de la gauche italienne d'y participer et d'y apporter leur point de vue.

La discussion que l'Opposition communiste demande, c'est la préparation du IV<sup>e</sup> Congrès du parti qui doit statuer sur la situation italienne et internationale, et par suite sur la crise intérieure de notre parti et de l'Internationale communiste.

La preuve que toute solution cherchée en dehors de la base du parti et de l'application des principes de la démocratie prolétarienne mène à de nouvelles erreurs, nous est donnée par les tout récents résultats de la Commission italienne de l'I. C. d'août sur l'appréciation de la situation italienne et du parti. L'analyse qu'avait — et encore en mai — on voyait la situation italienne « se précipiter de jour en jour, mieux, d'heure en heure » (Manifeste du 1<sup>er</sup> Mai aux travailleurs italiens); ou affirmait que le parti était à la tête des masses dans la rue (publication du parti sur les faits de Martina Franca); — aujourd'hui, pour la Commission italienne de l'I. C., nous n'aurions en Italie que les « premiers symptômes, et des symptômes encore très faibles, d'une crise à son commencement ». Quant à notre parti, il se voit « mécontent » en tant que facteur politique national.

L'Opposition communiste repousse une telle appréciation, produite du nouveau tournant à droite de la direction stalinienne de l'Internationale, et la considère non moins superfétatoire et non moins erronée que l'appréciation catastrophique et fantomatique donnée par la majorité du Comité central du parti en mars dernier.

En effet le cours de la crise en 1930, italienne et internationale, vient confirmer la justesse des analyses et des perspectives de l'Opposition communiste qui, en repoussant le « catastrophisme » stalinien de la majorité, a défini la période actuelle de la situation italienne comme une période d'aggravation accélérée de la crise économique et de toutes les contradictions qui en découlent et par lesquelles les bases sociales-fascistes sont minées.

L'Opposition communiste réaffirme que la crise de la société italienne ne peut recevoir de solution que de la révolution prolétarienne victorieuse. L'expérience de la dictature fasciste n'a fait que souligner la nécessité de cette solution. A l'aide du fascisme la bourgeoisie italienne a anéanti toutes les organisations de classe du prolétariat pour établir l'exploitation illimitée des masses travailleuses et des couches moyennes, et s'assurer une liberté de manœuvre absolue pour la reorganisation de ses propres forces économiques et politiques (concentration industrielle et bancaire, centralisation et accroissement du pouvoir de l'Etat aux mains de la grande industrie et de la Banque, etc.). Mais après huit ans de dictature fasciste, le capitalisme italien voit se reproduire encore une fois devant lui, et démesurément accrues, toutes les difficultés dont il avait cherché à retarder l'échéance au moyen du fascisme. Mussolini lui-même, l'infâme fondeur de pouvoir de la grande industrie et de la haute Banque, en dressant le

bilan de ces huit ans de gouvernement des chemises noires, est forcé de parler de « crise aiguë » tout en disant qu'il s'agit d'une crise non seulement italienne, mais internationale. Evidemment, la crise n'est pas seulement italienne. Mais c'est justement ce qui fait principalement sa gravité. Dans l'après-guerre immédiate, l'Italie, à travers la crise internationale, a été un des pays les moins résistants où les contradictions du capitalisme ont déterminé une situation révolutionnaire immédiate. De la défaite de la classe ouvrière sur le chemin de la lutte pour son pouvoir, est né et c'est affirmé le fascisme.

La situation italienne aujourd'hui se renverse. Le capitalisme italien, loin d'avoir « laissé la nuit derrière son dos » (comme Mussolini l'a proclamé avec sa rhétorique habituelle), est entré dans une période de plus grande « obscurité » dont il cherche désespérément l'issue. Le salaire des travailleurs réduit à l'extrême limite; tous les impôts augmentés dans une proportion inouïe; toutes les couches de la population travaillante et de larges couches moyennes de la ville et de la campagne ruinées, — une anémie mortelle menace, sur le marché intérieur, la production industrielle et agricole italienne. Ce malaise est d'autant plus grave du fait de l'impossibilité absolue pour l'industrie et l'agriculture italiennes de résoudre le problème des hauts prix de revient et du fait de la crise du marché international où la production italienne se heurte à la concurrence des capitalismes rivaux plus forts et mieux aguerris.

La situation du capitalisme italien se présente aujourd'hui à nouveau comme très aiguë et parmi les plus tendues des autres pays capitalistes. Toutes les contradictions (entre l'appareil de production et les débouchés, entre la pression démographique et les possibilités d'emploi de la main-d'œuvre; entre l'agriculture et l'industrie; entre les croissances nécessaires du bilan de l'Etat et la diminution des recettes fiscales, etc.), toutes les difficultés traditionnelles du capitalisme italien, sont en train d'acquiescer dans la période actuelle un caractère radical. Au point que se pose à nouveau devant les masses la question de l'existence du régime capitaliste.

**« Où allons-nous ? »**

« Où allons-nous? », demande Mussolini dans son discours au Conseil National des Corporations, état-major du secteur économique de la haute Banque, des industriels et des gros propriétaires terriens. Cette question: « Où allons-nous? », nous se la pose aujourd'hui en Italie. Les capitalistes italiens annoncent une période de nouvelles restrictions et de pression intensifiée sur les travailleurs. Mais la situation n'est plus la même qu'en 1921-1922. Alors le fascisme était sur sa ligne montante tandis que le mouvement prolétarien, après la défaite de septembre 1920, battait en retraite; retraite que seul un parti communiste expérimenté et fort aurait pu transformer en contre-attaque victorieuse. Aujourd'hui le fascisme est sur une ligne descendante. Rongé par les conséquences désastreuses de la crise économique, usé par huit ans de pression féroce au cours desquels il n'a jamais cessé de se heurter à la résistance des masses travailleuses et, en premier lieu, du prolétariat des villes, — le fascisme apparaît de moins en moins en état de maîtriser la situation et d'endiguer le mécontentement des masses qui tend à se généraliser et à se frayer le chemin de la lutte.

La grave crise économique dans laquelle le capitalisme italien se débat, se répercute profondément, sur le terrain politique (amoindrissement des bases du fascisme et de la milice; renouveau d'un antifascisme qui de « vociférateur » devient « dangereux »; réveil des masses ouvrières; propagation de la méfiance du régime à toutes les couches de la population; ce qui se reflète par un état d'incertitude et de oscillations au sein de la classe dirigeante elle-même). L'explosion violente et générale de toutes les contradictions qui sont à la base de l'actuelle grave crise italienne, dépendra dans une large mesure de la capacité d'intervention du prolétariat, et du développement de la crise internationale.

Seule l'absence d'un prolétariat organisé, capable de rassembler, et de diriger les masses mécontentes, a permis le rythme ralenti avec lequel se développe la crise du fascisme et du capitalisme italien. Toutefois cela n'élimine pas le caractère révolutionnaire de la crise actuelle de l'Italie fasciste. La bourgeoisie en pressent tout le danger. Devant la menace d'une situation révolutionnaire irréversible — elle cherche à en contrarier la maturation en travaillant fébrilement à la guerre et en même temps — pour le cas où la crise révolutionnaire devancerait la crise guerrière — en préparant dans la Concentration Antifasciste les nouvelles armes dont elle aura besoin pour combattre les forces prolétariennes, qui se ruent impétueusement sur la scène de la lutte révolutionnaire pour donner à la crise leur solution: la solution de la situation de classe du prolétariat.

(La suite de la résolution paraîtra dans le prochain numéro.)

**Dans le Parti et les Jeunesses Vérités.**

**A propos d'une exclusion Aux membres du 1<sup>er</sup> rayon des jeunesses et à tous les jeunes communistes**

La Fédération des J. C. qui comptait balayer l'opposition rapidement et sans bruit, en a été pour ses frais. Dans le 1<sup>er</sup> rayon où elle engageait l'offensive, elle reçut un avertissement. Dans le compte-rendu de notre camarade Labin les jeunes verront comment l'opposition bataille et comment la Fédération a été obligée de reculer. L'exclusion du camarade Labin n'est pas une victoire de la Fédération, mais bien au contraire, un cuisant échec où tous les projets de Couteilhas et de Petit-Louis furent mis en échec par la volonté de la base. La Fédé va être obligée de changer de tactique et passera aux manœuvres, aux combinaisons, aux compromis. Cependant là encore les jeu-

nes ouvriers solidaires de l'opposition sauront déjouer la manœuvre et marqueront leur volonté révolutionnaire dans la défense des principes communistes. L'opposition ne se laissera pas étouffer, bien au contraire elle appellera tous les jeunes communistes conscients à se grouper autour de l'action de l'opposition de gauche pour régénérer les Jeunesses Communistes et infliger un échec à la bureaucratie stalinienne. L'enseignement communiste du chef de l'opposition, Léon Trotsky, sera le centre du regroupement de la Jeunesse. Vive la Jeunesse Communiste révolutionnaire! DANIEL LEVINE.

**Camarades,**

La direction des J. C. vient de remporter une de ses victoires habituelles. Vous croyez peut-être qu'il s'agit d'un succès dans une lutte ouvrière? Vous attendez! Il s'agit de l'exclusion d'un nouveau camarade, comme la direction au présent 2<sup>e</sup> rayon, je crois utile de faire connaître mon cas d'une façon approfondie.

Dénoncé, avec des procédés basement filicards, par un ex-camarade qui avait commencé à partager les opinions de l'opposition (ou fait semblant), l'individu Lupenschik, je fus exclu administrativement par le Bureau de la Fédération, en mon absence, sans aucune consultation de la base. Pendant 2 semaines, la Fédération cuisina le rayon et prépara elle-même, rien qu'elle-même, une conférence de rayon où se retrouvèrent... 12 camarades sur les 30 que compte le rayon, sans compter trois fonctionnaires de la Fédération et du parti. Suivant la cynique déclaration de Couteilhas, la conférence n'avait seulement qu'à ratifier la décision déjà prise. De plus les dirigeants encombrèrent l'ordre du jour de façon à noyer et étrangler l'agitation politique que soulève l'exclusion d'un oppositional, et à « vider » tout le trotskysme sur la base du travail-concret-d'application-des-mots-d'ordres-dans-le-coin. Quand j'ai souligné cette manœuvre, la conférence me donna raison par 11 voix contre 4.

Pendant 20 minutes les camarades écoutèrent dans un silence surprenant (et gênant pour Couteilhas), l'exposé sommaire que je fis de la plateforme de l'opposition. J'insistai sur les falsifications des stalinien et rappelai l'accord que le rayon avait manifesté 4 mois auparavant avec ma résolution contre le bluff et les messages impudents qui s'étaient dans notre presse. Qui a intérêt au mensonge? Après un rappel du cours d'histoire de 1926-27 et surtout des crises stalinien pendant la révolution chinoise, j'expliquai comment la récente troisième période ultra-gauche nous avait fait perdre le tournant act. Je pris l'attitude des bureaucrates tournant tout en continuant à émettre des positions clairvoyantes, comme l'exemple le plus fort du détestable régime intérieur (scandale Triboul). Je ne manquai pas de souligner combien, de ce fait, le tournant était pourvu d'opportuniste, et rappelai, comme preuve, un journal officiel contre les A. S. que le rayon m'avait confié et dont il avait approuvé la ligne entièrement « trotskyste ».

Tout le passé de l'opposition, tous ses textes, toutes ses manifestations, prouvaient surabondamment qu'elle se tenait toujours sur le terrain des principes et des statuts de la 3<sup>e</sup> Internationale, tandis que tout le bilan stalinien prouvait que c'était le centre au contraire qui avait honteusement piétiné. Quant au travail fractionnel, j'expliquai longuement qu'il fallait d'abord examiner le contenu politique d'une part et l'attitude de la direction d'autre part. Qu'il, pour défendre un contenu marxiste, c'était l'attitude dictatorial et policière de la direction, et cela seulement, qui nous avait obligés à recourir au travail fractionnel. Lorsque le leninisme dans le parti est libre, le travail fractionnel est un crime; lorsqu'il est étouffé, c'est un devoir; c'est alors une conséquence nécessaire des vues et des buts politiques justes d'une opposition, et non un acte criminel a priori, quelle que soient les circonstances. Dans celles qui imposent les centralistes, foulant aux pieds la démocratie intérieure, c'était au contraire notre travail fractionnel et lui seul qui pouvait éviter le véritable et malsain fractionnement du parti.

J'expliquai comment toute la Ligue Communiste se considérait comme une fraction de l'I. C., une fraction positive, une fraction pour la régénération du mouvement. J'en fournis l'exemple en rappelant et analysant les mots d'ordre lancés par la commission oppositional des jeunesses, sur l'éducation, le travail anti-militariste et le travail syndical: étaient-ce là des propositions d'ennemis de la Jeunesse, ou au contraire de ses meilleurs amis? Après avoir souligné que, du point de vue personnel, j'avais toujours rempli tous mes devoirs de membre des Jeunesses, je rappela pour terminer, la déclaration de Trotsky au 6<sup>e</sup> congrès, disant qu'après comme avant l'exclusion, tout oppositional de gauche se considérait comme membre de l'Internationale, lié à elle et prêt au combat révolutionnaire qu'il se trouve.

Seuls les 3 membres d'une « opposition malsaine » menacés d'exclusion, parlèrent contre le trotskysme (je ne parle pas du provocateur Lupenschik). Ils furent récompensés par l'ajournement sine die de leur exclusion. Le camarade Duchêne intervint courageusement contre les bureaucrates. Le résultat ne se fit pas attendre. Appelé le lendemain au 120 pour sanctions contre son vote, il céda à un mouvement d'humeur devant le débordement de saloperies qu'il rencontra et abandonna des J. C. Après lui le camarade P., qui, sur la dénonciation Lupenschik avait été aussi exclu pour trotskysme en haut lieu, déclara qu'il n'était pas un oppositional organisé mais qu'il partageait certaines de leurs critiques, ainsi dit-il que tout le rayon du temps où il en était le secrétaire. La direction se dégonfla et décida de remettre le camarade « à l'épreuve ». Ces deux camarades rejoindront bientôt sans doute avec tous les vrais communistes, les rangs de l'opposition de gauche.

Enfin Couteilhas sortit ses arguments (?). Comme on m'a refusé la possibilité de répondre, lors d'une nouvelle conférence, aux messages sans nom que je dénonçais dans son discours (est-ce là, camarades, la liberté de discussion?), je le mets au défi Couteilhas de relever ce que je vais rapporter, malgré que ce soit croyable, la moindre altération de ses

A propos de la fameuse formule de l'« enrichissez-vous » de Boukharine aux paysans, et de celle du Comité Anglo-Russe, Couteilhas sortit cette chose renversante que... c'était le C. C. avec Staline à sa tête qui « avait mené la bagarre contre Boukharine et Tomsky ». On croit rêver. Menstu effronté, ou bien ne sais-tu même pas que la politique paysanne mentionnée et celle du C. A.-R., se plaçaient en 1926-27 lorsque Staline et les actuels droitiers faisaient bloc, avaient la même politique, les mêmes formules, représentaient une seule et même tactique? La lutte de Staline contre la droite n'eut lieu que deux ans plus tard, et sur de toutes autres questions. Peux-tu montrer une seule ligne où Staline ait attaqué ces formules politiques... qui étaient les siennes? En passant Couteilhas déclara, sans se rendre compte de sa contradiction, que le C. A.-R. avait gagné des masses anglaises au bolchévisme (P. C. A.: 10.000 pendant, 3.000 après). Ce sont là des b, a - ba de l'histoire la plus élémentaire... mais qu'importe, puisque je ne pourrai parler après.

Je fus exclu par 7 voix contre 3 et deux abstentions. Je ne crois pas exagérer en disant que c'était un bien piètre succès pour Couteilhas.

Camarades honnêtes de la base qui vous révoltez de plus en plus contre le stalinisme criminel, ne reculez pas devant les calomnies. Etudiez les documents de l'opposition! Sera bon révolutionnaire qui le sera le dernier. E. LABIN.

**De nouvelles exclusions de camarades italiens?**

Nous sommes informés que la Commission de Contrôle du P. C. F. a été saisie du cas des camarades Giacomo et Teresa R. coupables d'avoir défendu et de soutenir dans le P. C. I. et dans le P. C. F. les positions de la nouvelle opposition italienne et de l'opposition de gauche internationale. Nous y reviendrons, pour démontrer que la méthode bureaucratique est toujours en honneur dans notre parti, malgré tous les tournants. La lutte contre la « gauche » c'est aussi un aspect du « tournant décisif » — sous le signe duquel — tandis que les opportunistes genre Renaud Jean, Cachin, Péri, Renault reviennent à la surface — les prolétaires qui se détournent du centrisme et viennent à l'opposition de gauche sont menacés d'exclusion. C'est avec ces moyens qu'on continue à affaiblir le parti.

**Dans le 2<sup>e</sup> rayon**

**Le 2<sup>e</sup> rayon et les élections**

Dans le 2<sup>e</sup> rayon le « tournant » est placé sous l'auréole de la campagne électorale du 20<sup>e</sup>. Pour un tournant vers l'organisation des masses, ce n'est pas mal puisque notre rayon du parti s'écroule de plus en plus, cela malgré les personnes de Marthe et de Meunier. Le nombre de bolcheviks est très bas et particulièrement dans le 20<sup>e</sup>. Dans ce coin on constate notamment une solide section socialiste et la naissance d'une section du P.O.P. qui ne tardera pas à renforcer les S.F.I.O. anti-ouvriers. Pourtant les fautes faites par les réformistes auraient dû nous permettre un développement rapide de notre rayon surtout ces derniers temps. Ce n'est pas le cas malheureusement et l'on préfère faire un « tournant » opportuniste avec Daniel Renault comme lumière électorale que de faire un redressement sérieux de notre rayon. Du reste la preuve du tournant à droite est donnée par la lutte contre la gauche des Jeunesses.

**Dans le 4<sup>e</sup> rayon**

**Réponse à la cellule Grammont**

J'ai lu dans le *Trait-d'union* organe de la cellule, la réponse à la *Vérité*. C'est ça votre auto-critique? Des arguments point — seulement des injures. Répondez donc aux faits précis que j'ai avancés. Ou bien votre « auto-critique » est une farce et une comédie? Heureusement que l'on ne doit pas confondre le parti communiste avec l'auteur de l'article. Votre haine aveugle contre l'opposition de gauche vous mène à insulter les seules organisations révolutionnaires le P. C. et la C. G. T. U. Vous dites que la *Vérité* est l'organe des curés, des patrons et des généraux. Or dans l'article qui vous met tant en fureur je fais appel à mes camarades pour entrer dans le parti communiste et dans la C.G.T.U. Alors la *Vérité* est un organe des patrons? Le P. C. et la C. G. T. U. sont des organisations patronales? Même le renégat Glés ou la *Liberté* policière ne prétendent pas cela. Je reste fermement convaincu que le parti communiste et la C. G. T. U. sont les seules organisations révolutionnaires. Tôt ou tard les ouvriers sauront y mettre bon ordre et imposer une politique juste qui nous mène à la victoire.

UN OUVRIER DE LA TOLE.

**A Bezons**

**Questions posées au Secours Rouge**

Le Comité local du S.R.I. de Bezons groupe près de 300 ouvriers. Les déportations, arrestations, emprisonnements de militants de gauche redoublant de violence en U. R. S. S. dans le but évident de liquider l'opposition, il importait que nous interventions et éclaircissions les camarades sur le sens de ces faits. A l'assemblée générale de vendredi 17, plusieurs militants posaient la question :

« Les oppositional de gauche sont-ils des contre-révolutionnaires comme le prétendent les stalinien? » Evidemment aucune réponse claire ne vint.

Cette lutte commencée va continuer, nous ne cesserons pas de demander une aide en faveur des militants révolutionnaires traqués.

Nous ne permettons pas que notre organisation devienne une annexe de combat de la fraction dirigeante du P. C., pour dénigrer les révolutionnaires les plus éprouvés.

La base qui connaît les ravages causés par les bureaucrates dans les organismes de masse du prolétariat, réagira vigoureusement. Pour un secours effectif à tous les révolutionnaires, en avant!

« Les oppositional de gauche sont-ils des contre-révolutionnaires comme le prétendent les stalinien? » Evidemment aucune réponse claire ne vint.

Cette lutte commencée va continuer, nous ne cesserons pas de demander une aide en faveur des militants révolutionnaires traqués.

Nous ne permettons pas que notre organisation devienne une annexe de combat de la fraction dirigeante du P. C., pour dénigrer les révolutionnaires les plus éprouvés.

La base qui connaît les ravages causés par les bureaucrates dans les organismes de masse du prolétariat, réagira vigoureusement. Pour un secours effectif à tous les révolutionnaires, en avant!

**Pour une auto-critique véritable Quelques enseignements des grandes grèves du Nord**

**A Roubaix-Tourcoing**

Comme (1) il était à prévoir, les assemblées syndicales confédérées — tenues le 3 août à Roubaix-Tourcoing et environs — décidèrent la grève générale pour le lendemain. Les deux revendications sont : 1<sup>o</sup>) 0,25 d'augmentation; 2<sup>o</sup>) abolition de la prime de fidélité. De plus, ces assemblées décident que le travail continuera ou reprendra dans les usines où ces revendications seront acceptées.

Le lendemain, la grève est presque totale à Roubaix; à Tourcoing 60 % des ouvriers font grève. A Halluin, Roncq, où aucune réunion n'a décidé la grève, toutes les usines sont désertées. Les jours suivants la grève devait s'étendre encore à d'autres localités et se développer à Tourcoing.

Quel fut le rôle joué par les organisations unitaires les premiers jours de la grève? « Les travailleurs courageusement pour l'extension du mouvement et, dans certains endroits, comme à Mainne et Mouscron les ouvriers unitaires réussirent à entraîner les ouvriers socialistes dans l'action directe contre les « jaunes » qui passaient la frontière en auto-cars.

Les premiers jours de la grève les ouvriers se

soucièrent fort peu du taux de l'augmentation à obtenir; ils ne voyaient qu'une chose: généraliser le plus rapidement possible le mouvement. C'est pourquoi les premiers jours de la bataille, les ouvriers de toutes les tendances étaient fraternellement unis. Mais ensuite il fallait bien préciser ce que l'on voulait. Les réformistes disaient 0,25 d'augmentation horaire et abolition de la prime de fidélité.

Sans tenir compte de la situation, sans tenir compte surtout des larges possibilités de développer et de cimenter un front unique déjà partiellement réalisé en certains endroits par les ouvriers eux-mêmes, les dirigeants unitaires prétendaient faire lutter les ouvriers contre la loi fasciste des A. S., contre le versement ouvrier, pour les 10 sous.

Que diable, quand on est unitaire, il faut au moins réclamer le double de ce que réclament les réformistes, autrement pas besoin d'avoir une C. G. T. U. Tel était le raisonnement des dirigeants unitaires.

Immédiatement le courant dans les masses se dessina pour les revendications réformistes. Les unitaires étaient considérés comme des démagogues simplement capables de faire de la surenchère et de conduire les ouvriers grévistes dans une impasse.

Sentant leur position se renforcer, les chefs réformistes deviennent audacieux, ils poussent assez facilement au travail les ouvriers qui ont obtenu 0,25 d'augmentation et même ceux qui n'ont obtenu aucune augmentation mais qui ne doivent pas payer de cotisation aux A. S., le patron la prenant à sa charge.

**Que devaient faire les unitaires?**

Dans une telle situation que devait faire le fameux comité central de grève unitaire? Sur quelles bases et comment pouvait-il encore tenter sérieusement de réaliser le front unique? Il fallait dire à la masse des grévistes confédérés, chrétiens et inorganisés :

« Vous ne voulez pas des mots d'ordre unitaires; vous vous contentez de réclamer simplement 0,25, revendication que les chefs réformistes disent vouloir et pouvoir obtenir, eh bien, nous, unitaires, malgré que nous estimions qu'il faut exiger davantage, nous sommes prêts à lutter pour les 25 centimes; nous vous montrons que nous lutterons aussi bien et mieux que les chefs réformistes pour les obtenir. Avec nous, exigez des organisations réformistes, la réalisation « du front unique pour la bataille et la victoire contre le patronat. »

Une telle attitude pouvait favorablement modifier l'opinion des masses grévistes sur le compte des unitaires. Nous aurions été liés ainsi au mouvement et les chefs réformistes n'auraient pas réussi à se tirer avec « honneur et profit » d'une situation extrêmement dangereuse pour eux.

C'est cette conception du front unique que je défendis au comité de grève d'Halluin après une dizaine de jours de grève. Des camarades me répondirent : « Ce que tu expliques est juste, mais nous ne pouvons accepter des propositions pratiques dans ce sens car maintenant nous ne pouvons plus reculer ». Pour le camarade Bostex et quelques jeunes communistes « officiels » qui ont encore tout à apprendre du mouvement ouvrier, mes propositions étaient « audacieusement »

formistes. Je voulais, paraît-il, mettre mon drapeau dans ma poche, désarmer devant les traitres et enchaîner les ouvriers au char du réformisme.

Savoir analyser la situation objective, comprendre ce que veulent et ce que peuvent les ouvriers, les orienter vers la réalisation d'un front unique de classe pour la bataille victorieuse contre le patronat et les chefs réformistes, c'est évidemment plus difficile et plus compliqué que de citer Guesde et de crier : « Les 10 sous! Contre la loi fasciste et les social-fascistes! » etc... Mais la première méthode pouvait apporter des résultats aux ouvriers et aux organisations révolutionnaires; la seconde, celle du bluff, décourage les ouvriers et fait le vide autour des organisations révolutionnaires.

**Le néant de la politique du bluff**

Ne sachant pratiquer que la surenchère, incapables de tenir compte de l'état d'esprit des masses, les dirigeants unitaires se sont progressivement isolés et coupés des masses. A la fin de la grève les ouvriers unitaires eux-mêmes n'assistaient plus à nos réunions.

Les réformistes jouaient sur du velours et ont finalement réussi à liquider la grève sur le honteux compromis de la « prime de présence ».

Signalons encore un fait très important qui démontre combien était grande la myopie des dirigeants stalinien. A la réunion du comité de grève d'Halluin où j'avais fait la proposition dont il est question plus haut, j'avais également proposé de donner l'ordre de rentrer aux ouvriers des produits chimiques, des scieries mécaniques et des fabriques de papiers peints, qui avaient obtenu 0,20; 0,25 et 0,30 d'augmentation horaire. Je prévoyais avec d'autres camarades que si nous ne donnions pas cet ordre en expliquant les raisons, les ouvriers, même unitaires, de ces fabriques, rentreraient malgré nous et contre nous et nous perdriens de ce fait la direction du mouvement. Là encore j'étais accusé de tous les péchés opportunistes et je cédis à la pression réformiste. Mais

trois jours après, nos prévisions se réalisaient et 13 bon camarades unitaires étaient sur le pavé. Beaucoup d'autres choses pourraient encore être dites, mais arrêtons-nous là. Nous aurons peut-être l'occasion de revenir sur certaines questions.

**Où la solidarité est un vain mot**

Il était de coutume jusqu'à ces derniers temps de dire dans un mouvement de grève : « Pour la C. G. T. U. la solidarité n'est pas un vain mot. » Dans les grandes grèves du Nord il n'en a pas été ainsi. Pour soutenir des dizaines de milliers de grévistes il a été recueilli en tout et pour tout, 131.595 frs. 15. La C. G. T. U. a réussi à verser la somme formidable de... 25.000 francs. La grande bataille gréviste du Nord qui aurait dû permettre à la C. G. T. U. de développer dans toutes les régions industrielles de France un puissant mouvement revendicatif à l'occasion de l'application des A. S. ne lui a même pas permis d'obtenir des gros sous pour soutenir les grévistes du Nord. Rien que cela juge déjà les capacités d'une direction. 131.595 frs. 15 pour 100.000 grévistes. Même pas un franc par chaque ouvrier en grève.

Est-ce que la C. G. T. U. est plus révolutionnaire parce qu'elle ne sait pas donner du pain aux ouvriers qui luttent? Personne ne pourra le croire. Cependant les Monmousseau et Gitton attachent très peu d'importance à ce problème. Notre incapacité à soutenir même nos propres adhérents éloigne de nous les inorganisés et décourage des syndicats unitaires qui nous quittent pour aller là où ils pourront être soutenus en cas de grève.

Il y a des années déjà, les militants d'Halluin ont défendu un projet de création de caisse centrale de grève. Cette idée était considérée comme très dangereuse parce que... d'inspiration réformiste. Mais quelques temps après, à Bordeaux, au moment du « réformisme actif », on a créé la C. N. S. S. O., enfant mort-né parce que véri-

« Nous sommes Français avant tout et nous n'oublions jamais les heures d'algèbre que nous avons connues en novembre 1918. » Ainsi parla Grumbach, à Colmar, au cours de la récente campagne électorale.

Or cet individu figure dans le bureau du parti socialiste comme « secrétaire de la sous-commission pour l'action internationale ». On voit tout de suite, par ce choix, ce que peut être l'action internationale du parti socialiste, de Boncour à Zyromski.

**Définitions**

Monmousseau donne en ce moment des définitions de termes du jargon stalinien qu'il « prie » les lecteurs de la *V. O.* et les syndicats de considérer comme les seules vraies et les seules valables. Chacun pensera que les beaux succès qu'il a obtenus dans le passé le qualifient hautement pour cette besogne. Aussi nous permettons-nous de lui proposer celle-ci :

« Troisième période : Magnifique machine à faire le vide dans les partis communistes et, en particulier dans les syndicats unitaires. Résultats certains et rapides. »

**Journalisme**

Dans l'Avant-garde du 17 janvier 1923, Gabriel Péri écrivait :

« A la tribune, Trotsky est majestueux, sveltes, anguleux, puissant. Le front s'éclaircit, très haut, très beau sous la chevelure noire et drue. Le nez se rabaisse sur la moustache qui ne dissimule pas la forte lèvre inférieure. Un sourire d'ironie dissimule parfois sa bouche large, presque sensuelle. Une petite barbe affine le visage où vont et viennent sans repos les yeux sombres aux éclairs de magnésium. D'une main fine, il tire sa moustache. La voix a des éclats métalliques, les mots lents découpés tombent comme des bombes au milieu de l'assemblée. »

Que pense Péri de 1930 du Péri de 1923. La même chose sans doute que pensera, en 1932 et 1933, le journaliste Péri du Péri stalinien.

**Le marxisme à la sauce « Monde »**

A force d'écrire n'importe quoi, les rédacteurs de *Monde* vont loin. Dans le n° du 18 octobre, Emmanuel Berl écrit :

« La tare essentielle de Briand, ce qui le sépare à jamais du marxisme, c'est qu'il ne croit pas à l'action de l'homme. »

Entendez bien, le ministre de l'impérialisme, le serviteur de l'hégémonie française dans la confédération européenne est essentiellement séparé du marxisme parce qu'il ne croit pas à l'action de l'homme (?)

Quel enseignement profond pour les travailleurs! Bien *Monde*. Voilà à quoi mène le front unique Barbusse-Karolyi-Umanovo.

*la Vérité*  
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE  
OPPOSITION

Hébdomadaire  
45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>.  
Abonnement : 6 mois, 13 fr. 1 an, 25 fr.  
Chèque postal : P. Frank 136.855

(1) Voir les nos 56 et 57.

ALBERT CORNETTE.

# LE MOUVEMENT OUVRIER

## Midol prépare les Congrès des cheminots

La campagne menée actuellement par les dirigeants de la Fédération unitaire des cheminots est significative de l'état d'esprit qui règne dans les sphères dirigeantes de la C.G.T.U.

Il ne s'agit pas d'alerter les cheminots contre les tentatives de rationalisation des compagnies, ni de lutter pour améliorer les traitements des exploités du rail. Non ! Il s'agit de « préparer » le congrès fédéral.

Par « préparation » il faut entendre la volonté de diminuer, de restreindre à tout prix le nombre des mandats d'opposants au prochain congrès. Aussi en hâte, les dirigeants fédéraux descendent dans les syndicats réunis précipitamment en assemblée générale. Et là, à coups d'effets de tribune et après un « travail en profondeur » (?) des fractions communistes, ils obtiennent les mandats qui leur permettront de se présenter à nouveau de la confiance des cheminots unitaires.

Par ce système, Midol et ses amis s'accrochent aux-mêmes du néant de leur bilan. Un bilan positif se passe aisément du roulement des mandats. Mais les dirigeants unitaires n'ont qu'un passif à présenter. Et ce passif il faut le cacher. Il faut masquer — avec les grandes phrases — la baisse des effectifs fédéraux, leur régression constante, il faut de même passer sous silence la progression des confédérés qui, par exemple, sur le réseau P.L.M., partis de rien après la scission de 1921, peuvent se vanter d'avoir maintenant des effectifs non négligeables; il faut dissimuler l'absence de réalisations positives.

Les dirigeants fédéraux obtiennent évidemment la majorité au congrès de novembre. Ils arrivent avec quelque succès à limiter surtout au réseau de l'Etat les résistances à leur politique. Ils gardent la Fédération. Mais la crise, elle, demeure. Elle n'est pas résolue. Même si on obtient une de ces déclarations mémorées de congrès dont on sait qu'elle ne sont que diversion bien provisoires.

L'apathe, le découragement, régissent dans la Fédération unitaire des cheminots, d'après les dires des dirigeants eux-mêmes. Une victoire de congrès n'en vaudra pas à bout. Seule, une politique qui rapprocherait la Fédération unitaire de la masse des cheminots est capable de redresser la situation.

Mais ce n'est pas cette voie que choisissent Midol et ses amis. La seule question de la délégation du personnel le prouve. Il faut aller le soulever et ne pas perdre le contact avec les cheminots en défendant par leurs intérêts avec celui de faire la démonstration, en participant aux délégations du personnel, que celles-ci ne peuvent remplacer les méthodes d'action directe, Midol, Jacquet et consorts se contentent d'édifier les cheminots par des rodomontades sur l'inutilité des délégations du personnel.

Allons aux masses ! Tel est — depuis des années — le mot d'ordre toujours actuel. Mais ce ne doit pas être l'avis de Midol et de ses amis qui s'appellent — non sans présomption — « communistes ».

## Après le meeting des boulangers

Le meeting du 8 octobre organisé par le syndicat unitaire des boulangers parisiens a été plus agité par les incidents violents que provoqua le refus des dirigeants minoritaires du syndicat de donner la parole à Racamond et à Reynaud. On peut épiloguer à perte de vue sur les responsabilités initiales des incidents. Mais ce qui est sûr c'est que les dirigeants de la C.G.T.U. cherchaient depuis longtemps de faire à l'occasion d'une manifestation publique — comme c'était le cas le 8 — le procès de Boville et de ses amis; il n'empêche que ces derniers n'auraient bien été inspirés en évitant de répondre aux outrances par d'autres outrances et en accordant la parole au secrétaire confédéral et au secrétaire régional de la 20<sup>e</sup> U.R.

Maintenant les dirigeants de la C.G.T.U. entendent aller jusqu'au bout.

Ci-dessous un extrait de l'affiche de la 20<sup>e</sup> U.R. convoquant les boulangers au meeting du 22 octobre qu'elle organise :

« Contre les « méthodes fascistes » des « dictateurs du syndicat » :

« ...A l'heure où la lutte, devenue indispensable, réclame les efforts de tous, les dictateurs du syndicat, les Boville, Chausin et Poussif, ont saboté volontairement le meeting du 8 octobre, suscitant la bagarre, interdisant la parole à Racamond, boulanger syndiqué, secrétaire de la C. G. T. U. »

## Au conseil national des P.T.T. confédérés

### Accord Mathé-Baylot ?

Le 20 octobre s'est tenu à Paris, le conseil national (confédéré) des P.T.T. convoqué par les soins de la C.G.T. en vue de reconstruire l'unité fédérale. Les deux groupes rivaux, le « clan Mathé » et le « clan Baylot » ont accepté une formule d'accord que Jouhaux lui-même s'est chargé le 20, à grand renfort d'adjurations, de défendre. Voici les propositions adoptées à l'unanimité :

« 1. Que la Fédération Postale soit administrée par les quatre secrétaires généraux des quatre syndicats nationaux la composant;

« 2. Qu'une commission paritaire, à raison de cinq membres par syndicat, soit constituée à l'effet d'examiner les transformations à apporter à la structure de la Fédération. Cette commission élaborera un rapport puis, ensuite, celui-ci, selon la procédure normale, sera examiné par un Congrès national;

« 3. Que la commission exécutive actuelle n'ait le pouvoir de prendre des décisions d'action qu'autant que l'unanimité se sera faite dans son sein. »

Le « clan Mathé » qui disposait d'une légère majorité ne dirigera donc pas la Fédération et le « clan Baylot » représentant des loges maçonniques de ce fait, marque un point.

Mais l'accord conclu le 20, empêchera-t-il la lutte à ce point que se livrent les deux groupes ? Ça n'est pas sûr.

Quant à la Fédération unitaire, elle est toujours, hautaine, dans sa tour d'ivoire.

## Sur les grèves du Nord

# Cornette répond à la "Vie Ouvrière"

Dans la V. O. du 26 septembre, Monmousseau invitait les militants à participer, par l'envoi d'articles, à « l'auto-critique » des grandes grèves du Nord. Seul, Groizat avait jusqu'alors répondu. Naturellement par des délayages sans intérêt.

Le peu d'empressement des militants unitaires à répondre est un indice inquiétant de l'apathe créée par la politique des dirigeants de la C.G.T.U.

Par contre, notre camarade Cornette a estimé — avec juste raison — qu'il convenait de faire connaître sur un sujet de pareille importance, le point de vue de l'opposition unitaire. L'article qu'il a envoyé à la V. O. — et que celle-ci publie dans son numéro du 17 octobre — éclairera les militants unitaires, dans une mesure sérieuse, sur les leçons qu'il faut tirer de la tactique de la C. G. T. U. dans la grande bataille des ouvriers du Nord.

Après avoir noté l'incohérence et les contradictions nécessaires des dirigeants de la C. G. T. U. au sujet des A. S., Cornette écrit :

« Quelques jours seulement avant l'application de la loi, nous sommes sortis avec une cascade de mots d'ordre et avec des explications telles que les ouvriers se demandaient s'il valait vraiment la peine de lutter encore pour des revendications immédiates et partielles, puisqu'aussi bien c'étaient eux qui supporteraient tout en fin de compte. »

Malgré tout, l'action, même tardive, des syndicats unitaires constitués « un facteur décisif pour le déclenchement de la grève et son élargissement »; on pouvait espérer que les ouvriers suivraient la C. G. T. U. Mais Cornette ajoute :

« Il n'en fut pas ainsi, d'abord parce que nous n'avions fait aucune préparation politique sérieuse chez les ouvriers, ensuite nous avançons des mots d'ordre et préconisations des méthodes de lutte contre les chefs réformistes, dont les ouvriers ne voulaient pas. »

« Pendant que nous lançons : « Vivez les dix soies, pas de versement ouvrier ! A bas les socialistes-fascistes briseurs de grève ! », les ouvriers abandonnaient nos réunions et mettaient leurs espoirs dans la solution

que leur apporteraient les chefs réformistes. »

« Dès lors, les unitaires ne jouaient plus aucun rôle dans la grève, et les chefs réformistes ont pu manœuvrer à leur aise pour liquider la grève. Ils ont même réussi sans trop de mal à « faire oublier » les 0 fr. 25, revendication qu'ils avaient mise en avant contre les mots d'ordre unitaires. »

Cornette rappelle ensuite ce qui pouvait empêcher les chefs réformistes de trahir le mouvement (propositions qu'il fit lui-même au comité de grève d'Halluin) :

« Quand les dirigeants unitaires responsables s'apercevaient qu'il était impossible de faire lutter les grévistes sur nos mots d'ordre, il aurait fallu reprendre la revendication des 0 fr. 25 que les chefs réformistes se préparaient à abandonner, et pour laquelle la masse des grévistes luttaient. Ainsi, on rompaît pas avec les grévistes et on aurait réussi à démasquer les chefs réformistes devant les travailleurs. »

Non seulement la tactique des stratèges à la Bournefont mena à la défaite, mais ils ne surent même pas organiser sérieusement le soutien matériel aux grévistes :

« Les grévistes chrétiens et réformistes touchaient des secours assez importants de leur organisation, tandis que ses propres adhérents elle ne donnait rien ou presque rien. A Halluin, où les syndiqués paient 3 francs par semaine, on touchait 15 francs en 15 jours. »

Et Cornette conclut : « Monmousseau pose aussi la question : « Combien d'ouvriers influencés par notre action ont adhéré à nos sections syndicales ? »

« Hélas ! Il serait plus juste de demander : « Combien de syndiqués anonymes perdus pendant et après la grève ? » Cette dernière question recevrait une réponse, mais combien triste ! »

« Si nous voulons préparer de nouvelles batailles nous la conduite victorieuse de la C. G. T. U., il faudra une autre politique et une autre tactique. »

« Il faudra s'inspirer des propositions de l'opposition unitaire. »

## Les pénibles explications de Bournefont

Il fallait les lumières de Bournefont lui-même pour justifier — si on peut dire — la tactique des chefs de la C. G. T. U. dans les grèves du Nord. Malgré son astuce et ses roueries habituelles, Bournefont n'y parviendra pas.

A Cornette, qui souligne dans la question des A. S., l'absence de politique des dirigeants de la C. G. T. U., réduite à lancer des mots d'ordre incohérents et contradictoires, Bournefont répond en appelant les dites incohérences : « rectifications pour améliorer nos méthodes de lutte ». Ce qui est évidemment décisif !

Quant à employer une tactique qui permettrait — en reprenant les mots d'ordre abandonnés par les chefs réformistes — de démasquer ces derniers, Bournefont, étouffant de bonne foi, estime qu'il faut voir là, la preuve que « Cornette veut nous entraîner dans la voie de la collaboration avec les alliés du patron; il nous invite à obscurcir encore davantage les problèmes sociaux qui se posent à l'attention de la classe ouvrière. »

« Obscurcir ? Il apparaît que le lumineux Bournefont ne tient guère à « éclairer », au contraire, « les problèmes sociaux etc... »

Maintenant sur le fait que la C.G.T.U. n'a pu prendre en mains la direction de la grève » Bournefont l'explique par les

« fautes d'organisation ». A dire vrai, c'est un peu simple. Bournefont veut faire croire que le mot d'ordre des 0 fr. 50 non accepté par les grévistes, était une « faute d'organisation ». Mais Bournefont a encore d'autres pauvretés à présenter.

Le soutien matériel aux grévistes, plus qu'insuffisant ? La faute en est aux militants syndicaux d'Halluin qui ont donné à la suite de la grève d'Halluin de 1928, de « mauvaises explications » aux syndiqués unitaires au sujet des fonds de secours garantis en cas de grève. Naturellement Cornette est aussi « responsable »; il a été à une contradiction près.

Le comble c'est la fin des commentaires de Bournefont. « Seule, dit-il, l'application maximum de la politique et de la tactique de la C. G. T. U. nous permettra de prendre la direction des batailles futures et d'entraîner les masses ouvrières vers la victoire ». Non, Bournefont, inutile de bluffer avec impudence. Le maintien « maximum » de la générale tactique conduira, comme dans les grèves du Nord, à la défaite, et l'opposition unitaire luttera avec énergie pour empêcher que tu soies, avec tes amis, dans l'impossibilité de renouveler tes « prouesses ». — G.

## DANS L'OPPOSITION UNITAIRE

### Avant le congrès des cheminots

#### L'assemblée de Tours - P. O.

Vendredi dernier se tenait la réunion générale du syndicat de Tours en vue du congrès fédéral des cheminots. La majorité du bureau du syndicat qui déjà s'était prononcée pour l'opposition unitaire de la 26<sup>e</sup> U. R. avait pris position en vue du congrès fédéral.

Le syndicat, par 35 voix contre 15 avait approuvé l'opposition de la 26<sup>e</sup> U. R. Aussi depuis ce temps et en vue du congrès fédéral les 100 % ont déployé un effort considérable. L'acte violent par la presse, descente de la moitié du Bureau politique. Pour ajouter à l'allure de campagne électorale que prend la préparation du congrès fédéral chez les cheminots, le secrétaire de la 26<sup>e</sup> U. R. a recruté à domicile pour la réunion où Midol lui-même est venu.

Entre les militants du syndicat et le secrétaire fédéral, la discussion a été chaude. Le résultat a été favorable au bureau fédéral qui a obtenu 78 voix et nos camarades 71 voix. Il ne faut pas se méprendre sur les résultats de ce vote. C'est évidemment un mandat de conquis pour le congrès fédéral, mais c'est à peu près tout.

Ce n'est sûrement pas une victoire de la troisième période, car Midol a accompli largement le tournant. Les positions et les théories de la troisième période sont abandonnées et c'est là un premier succès de l'opposition. Midol, à une question d'un camarade, a même déclaré admettre le front unique de syndicat à syndicat.

Les forces de l'opposition ne sont pas diminuées, au contraire. Ses militants, appartenant pour la plupart aux ateliers de Tours sont soutenus par la presque totalité de leurs camarades. Les partisans de la majorité ont recruté leurs forces dans les services de l'exploitation avec lesquels nos camarades ont eu jusqu'ici peu de contact et où une campagne de dénigrement a été systématiquement menée contre eux.

Nos camarades du syndicat de Tours tireront les leçons nécessaires de cet épisode de la lutte. Ils continueront à lutter pour un véritable redressement de la Fédération des cheminots et de la C.G.T.U. Les premiers résultats leur donnent la certitude du succès final.

### Dans la 6<sup>e</sup> U. R.

#### Un appel de la minorité des métaux de Lyon

Avec le textile et les produits chimiques, la métallurgie vient en tête des industries de premier plan de notre région. Elle est même la première et avec la région stéphanoise c'est plus de 200.000 ouvriers et ouvrières qui sont occupés dans les grandes et petites usines.

Avouons notre faiblesse; le nombre des syndiqués ne dépasse pas 5 %, et recherchons-en les causes.

Nous laisserons de côté la région stéphanoise, momentanément, pour nous occuper plus spécialement de notre organisation des métaux de la région lyonnaise, où sévit le mangeur de minoritaires, Chambon.

Jusqu'au début 1929 nous progressions et l'aggravation de la situation économique orientait vers nous la sympathie de la grande masse des métaux.

Vint la troisième période et ses erreurs, concrétisées dans la grève du 1<sup>er</sup> août, le 6 mars, le 1<sup>er</sup> Mai (grève politique de masse) et 1<sup>er</sup> août 1930.

L'insulte des minoritaires, Chambon, donna à cette occasion la mesure de sa sottise. Chambon, comme tous les militants tant soit peu sérieux, se prononça contre la grève générale du 1<sup>er</sup> août et la façon dont la lutte contre les dangers de guerre était engagée. Le Bureau

du syndicat, composé de membres du P. C. (Chambon y compris), refusa d'organiser un congrès des usines en vue de la préparation du 1<sup>er</sup> août.

Malgré cela, le 18 juin, grande assemblée d'information du P. C. Doron annonce que le congrès des usines aura lieu le 21 juillet.

Convocation, ensuite, du B. R. devant le P.C. Chambon absent, Doron déclare que malgré la direction du syndicat, le congrès du 21 juillet aura lieu !

Quelques réunions d'usines sont organisées sans résultats, elles se tiennent dans des salles vides, malgré l'appui de Doron et Chabanais... résultat — 3.000 francs dépensés en pure perte... le fiasco du congrès et du 1<sup>er</sup> août n'est plus à discuter.

Le 21 août, réunion de la fraction. (Chambon courageusement, comme toujours : absent!)... attaque violente de la direction du P. C. contre les militants du syndicat. Les « freineurs, flanchards, les fatigués » etc... pleuvent drus. La démission du Bureau est imposée à Semenz, Querat, Marlinon. Chambon bat en retraite. Il fait son « tournant ».

Cela ne contribue pas à améliorer la situation syndicale. C'est la débâcle. Un congrès syndical est organisé pour les 7 et 8 septembre. Les oppositionnels sont prévenus que s'ils se taisent... on les oubliera, mais que s'ils défendent leur position ils seront tous exclus !

Le 7 septembre, première séance du congrès. 30 délégués « représentant » 60 usines. Le 8, le nombre des délégués est encore moindre. La minorité défend son point de vue. Seuls, Chambon et Brunet le combattent.

Si la minorité l'avait voulu, elle pouvait battre Chambon le samedi, ce n'était pas son but.

A l'ouverture du congrès, Chambon réclamait une C. E. homogène. Le dimanche, on dut faire appel à 8 membres de la minorité pour compléter la C. E. Il n'y avait que 22 délégués de la majorité présents, pour 30 membres à nommer.

Occupé à batailler contre la minorité, la majorité en oubliant tout travail syndical et le syndicat tombait un peu plus chaque jour et le congrès syndical de mai 1930 dut constater la désastreuse situation du syndicat régional, et dans la résolution élaborée par Chambon et Croizat, le congrès prit l'engagement de recruter 500 nouveaux membres au syndicat !

Mais maintenant les militants avertis du syndicat doivent voir où les a conduit la démagogie des dirigeants actuels du P. C. et de leur suiveur Chambon. Où en est la prise des timbres?... Où en sont les 500 nouveaux adhérents?... Où en sont les sections locales ?

Ce qui est rigolo, c'est que sur tous les points où Chambon nous attaque, nous avons été complètement d'accord jusqu'au jour où il a été « attrapé » par les dirigeants du P. C. Comme équilibriste — il a droit à une palme sportive !

S'occuper des ouvriers sur le terrain professionnel, parler de coopératives, d'épargne, des syndicats paritaires... toutes ces choses qui ont été créées des groupes d'usines en commun, le Bloc syndical, la Fraternelle, caisse primaire des retraites sociales... nous avons été d'accord pour faire cela, Chambon !

Et que dire de notre Caisse primaire d'indemnités ? A l'heure où Chambon traite de centres-résolutionnaires ceux qui refusent d'enterrer les incohérences de la direction « bolchévique » de la C. G. T. U. en leur prêtant l'intention de soutenir la loi sur les A. S., Chambon, le « pur », a constitué et fait fonctionner sa Caisse primaire. Des délégués des métaux unitaires se rencontrent avec ceux des réformistes et de la Chambre patronale l'organisme central de direction. Qu'en pensent Monmousseau et Racamond ?

#### Il faut en finir avec les calomnies

A l'heure où la crise capitaliste s'aggrave, où il est nécessaire d'assurer un rapide redressement de notre organisation, au sein de la C. G. T. U., il est temps de mettre un terme à la campagne actuelle de dénigrement contre nous, de remettre le syndicat régional dans la bonne voie : la défense des intérêts de classe des travailleurs sur la base des revendications immédiates et de la lutte contre les menaces de guerre.

Pour un fort syndicat, pour la défense de vos revendications, pour la démocratie syndicale. Camarades des métaux de Lyon et de la Région, aidez-nous, réagissez contre les responsables de la crise actuelle.

La minorité unitaire des métaux.

## Chambelland... après le congrès de Bourges

«...Il fut rappelé maintes et maintes fois par nos camarades de la majorité que le congrès d'Amiens — tenu en 1906 — ne l'oublions pas — avait accompli une œuvre de salubrité révolutionnaire en préservant le syndicalisme du vieux parti socialiste électoraliste. Pour cette œuvre de salubrité, toutes les fractions du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre s'étaient facilement mises d'accord. Il en serait de même aujourd'hui, si la situation n'avait pas changé.

La situation a changé au point de vue des conditions de la lutte, de la tactique. Elle a changé aussi par le fait de la constitution de la première force internationale révolutionnaire réelle, de la

constitution de l'Internationale Communiste, issue de la grande révolution bolchévique.

La constitution de l'Internationale Communiste restera dans l'histoire comme le point de départ d'une transformation profonde du mouvement ouvrier dans tous les pays. »

Chambelland. — Le congrès de Bourges (Bulletin communiste du 22 Novembre 1923). En 1923, Chambelland estimait la motion d'Amiens périmée. Elle ne peut l'être que davantage aujourd'hui. Et, n'en déplaise à Chambelland, l'Internationale Communiste qu'il a, depuis, si vivement entérée, reste toujours « la première force internationale révolutionnaire réelle. »

## A travers la presse

### Après les grèves du textile du Nord

#### Satisfaction réformiste

Le secrétaire du syndicat confédéré du textile de Roubaix, H. Lefebvre, est satisfait de la progression de son syndicat (Populaire du 16 octobre) après les grèves :

« Les mousquetaires prennent trop facilement leurs désirs pour des réalités. Il n'y eut non seulement aucune carte confédérale déchirée, mais le nombre de demandes d'adhésions nouvelles au syndicat textile n'a jamais été aussi considérable, surtout depuis la grève.

« Voici, en effet, le nombre de nouveaux adhérents entrés au syndicat durant le dernier trimestre : En juillet 1930 : 75 ; en août : 160 ; en septembre : 372. Total : 607.

« On remarquera la progression constante durant les trois derniers mois.

« Nous croyons utile de souligner que, sur les 272 nouveaux syndiqués du mois de septembre, 277 sont venus se faire inscrire depuis le 15, c'est-à-dire DEPUIS LA GREVE. Et les adhésions nouvelles vont se continuer si nous en jugeons par celles déjà enregistrées dans les débuts d'octobre. »

Ces chiffres, s'ils ne prouvent pas une entrée en masse des ouvriers textiles au syndicat confédéré de Roubaix après les grèves — et en cela il faut voir que les grévistes ne croient guère à la « victoire considérable » que prétendent avoir obtenus pour eux les chefs réformistes — prouvent que les positions des réformistes n'ont nullement été entamées par la tactique « géniale » de Bournefont et Cie.

#### Et la solidarité, Bournefont ?

Le verbalisme intensif des dirigeants unitaires dans les grandes grèves du Nord ne peut masquer des faits dont il serait vain de dissimuler l'importance. La solidarité a été faible, très faible. Mais ce n'est pas là, pour Gaiton, Bournefont et Cie, un problème digne de retenir leur attention et ils laissent à un vague fonctionnaire du S.O.I. Onof, le soin d'indiquer (Vie Ouvrière du 17) que « les résultats marquent une régression de la solidarité prolétarienne » :

« Au 13 septembre la Commission Financière avait reçu : 131.595 fr. 15 dont 10.000 fr. du S. O. I. »

« Ces chiffres sont tout à fait significatifs d'un rendement nullement suffisant par rapport aux 150.000 grévistes des premières semaines et aux 80.000 du textile Roubaix-Tourcoing-Armentières-Comines-Halluin-Roncq-Wervicq, etc., et aussi par rapport aux efforts faits par la Commission et le S. O. I. »

« La majeure partie des fonds viennent du collectage fait dans les bassins miniers, chez les cheminots et parmi la population ouvrière et les petits commerçants de la région.

« Très peu a été fait sur le plan national, alors que les revendications des grévistes, particulièrement celle contre le versement ouvrier des Assurances Sociales, liaient étroitement tout le prolétariat français à la bataille du Nord.

« La C. G. T. U. a versé 25.000 fr. à la caisse de grève.

« Quelques coopératives révolutionnaires : La Bellevilloise, La Famille Nouvelle, ont fait un effort.

« Les municipalités ouvrières (B. O. P.) n'ont pas répondu à notre appel.

#### Chiffres qui doivent faire réfléchir

Alors que les chiffres donnés par le S. O. I. montrent la faiblesse des efforts fournis par les dirigeants unitaires pour le soutien matériel aux grévistes du Nord, ceux du seul syndicat confédéré du textile de Roubaix expliquent dans une sérieuse mesure pourquoi, malgré leur tactique de trahison, les chefs réformistes conservent un grand crédit dans les masses ouvrières du Nord (Populaire du 13 Octobre) :

« Voici les chiffres des sommes versées par le Syndicat confédéré du Textile de Roubaix, en indemnités de grève, à ses adhérents, pendant les mois de juillet, août et septembre derniers :

Juillet .....	61.110
Août .....	778.840
Septembre .....	357.442
Total .....	1.197.392

C'est-à-dire près de un million deux cent mille francs. »

Et le bonze confédéré de Roubaix, H. Lefebvre, ajoute :

« Ce magnifique effort financier des syndicats de la C. G. T. de Roubaix-Tourcoing, dont les adhérents peuvent se montrer légitimement fiers, servira, espérons-le, de leçon aux malheureux ouvriers encourus infodés aux organisations syndicales communistes de notre région. »

Si les unitaires ne pouvaient pas, dès le début des grèves, disposer d'autant de possibilités financières que les syndicats confédérés, à ce point de vue supérieurment organisés, il n'était pas impossible aux dirigeants de la C. G. T. U. qui avaient à leur disposition le moyen précieux qu'est l'Humanité, de déclencher une grande campagne nationale de solidarité. L'enjeu en valait la peine. Mais les Bournefont avaient d'autres chats à fouetter; ils mangeaient de l'opposition !

#### Les mineurs

### contre les magnats du charbon

#### Les « légers » bénéficiaires des « pauvres » compagnies

« A l'usage de ses propagandistes » le syndicat des mineurs du Nord (confédéré) fournit un aperçu fort intéressant sur l'augmentation de la production et sur les « légers bénéficiaires » réalisés par les compagnies houillères (Peuple du 16 Octobre) :

« Production des mines du Nord en 1929 : 9.637.167 tonnes; en 1928 : 9.223.159 tonnes. Différence de 1929 sur 1928 : 414.008 tonnes en plus. »

« Quelques bénéfices des seigneurs du bassin houiller du Nord : « Lens : 72.916.554 francs. Redevances des mines : 15.104.952 frs. Disponible : 59.087.939 francs. »

« Aniche : exploitation, 41.128.048 francs; recettes diverses, 9.411.244 francs. Total à répartir : 57.598.954 francs. Pour le conseil d'administration, 769.795 fr. 90, soit 96.244 fr. 48 par administrateur.

« Courrières : 54.988.996,12; Nœux, Drocourt, Vicoigne, 32.758.312 contre 28.896.324 en 1928; Escarpelle, exercice 1928-1929 : 14.736.271 frs.; Carvin, en 1928 : 2.958.750 francs; en 1929 : 3.945.000 francs. Mines de Crespin, en 1928 : 505.173 francs; en 1929 : 1.786.893 francs; Thiencelles, en 1928 : 480.474 francs; en 1929 : 1.187.667 francs. »

Et les compagnies crient misère devant les revendications de leurs esclaves des puits !

#### La passivité derrière la phrase

Le fait que les unitaires n'aient qu'une influence réduite chez les mineurs et ne parviennent pas à s'opposer efficacement aux chefs réformistes ne trouble nullement les dirigeants de la Fédération unitaire du sous-sol. L'un d'eux, Thiébaud, écrit (Vie Ouvrière du 17) :

« La Fédération unitaire qui a confiance dans la force et la volonté inébranlable des mineurs, entend donner à leur manifestation ouvrière une suite révolutionnaire en appelant les « gueules noires » à organiser leur front unique à la base sur la plate-forme revendicative de l'augmentation des salaires de 5 francs par jour, de quinze jours de vacances payées sans récupération ni conditions, du relèvement du taux de la pension à 10.000 frs., de la journée de travail de sept heures.

« C'est vers la lutte gréviste illimitée que les mineurs doivent s'orienter pour faire triompher leurs revendications.

« Ils lutteront sous la direction des syndicats unitaires, de la C. G. T. U. et du parti communiste, leur parti, contre la bourgeoisie et tous ses associés social-réformistes.

« Notre tâche principale est d'organiser cette bataille en unifiant les efforts des mineurs de tous les pays capitalistes, courbés sous le poids de la rationalisation et du fascisme. »

« Notre tâche principale », Thiébaud, c'est au lieu de faire des phrases inutiles, d'adapter les mots d'ordre unitaires à la situation réelle. Les mineurs ont déserté les mines le 6 octobre, pour les seuls 6 jours de congé payé — mot d'ordre réformiste — s'il est donc nécessaire de lutter pour

LEONTROTSKY

Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

II.

LE P. C. ET LA CLASSE OUVRIERE

C'est été une faute considérable de se réjouir par exemple que le parti bolchevik...

Le P. C. et les ouvriers social-démocrates

Au fond, dans cet aspect comme dans bien d'autres, la situation allemande a un caractère différent.

Nous nous sommes qu'en février 1928, le 9<sup>e</sup> plénum de l'Exécutif de l'I. C. a donné le signal d'une lutte renforcée, extraordinaire et sans merci contre les « social-fascistes ».

Que cinq ou six millions d'ouvriers et d'ouvrières aient voté pour la social-démocratie, cela ne signifie absolument pas qu'ils...

cratie, cela ne signifie absolument pas qu'ils, lui ont accordé leur confiance pleine et illimitée.

L'influence et les effectifs

Mais les difficultés ne sont pas épuisées par cela seulement. Dans le P. C. même, et surtout dans les cercles ouvriers qui le soutiennent...

Sans une confiance en soi-même, le parti ne pourra pas guider la classe. Ne guidant pas le prolétariat, il se détachera pas les masses petites bourgeoises du fascisme.

RETOUR A LA « DEUXIEME » PERIODE OU DE NOUVEAU VERS LA « TROISIEME » ?

Si nous employons la terminologie officielle du centrisme, nous devons formuler le problème de la façon suivante. Le dilemme de l'I. C. a imposé aux sections nationales la tactique de la « troisième période »...

rection de l'I. C. a imposé aux sections nationales la tactique de la « troisième période » c'est-à-dire la tactique de l'essor révolutionnaire immédiat.

Nous employons cette terminologie pour rendre plus accessible l'énoncé de ce problème pour les cercles dont la conscience a été salée par la méthodologie et la terminologie des bureaucrates centristes.

Le « tournant » de la situation objective

Le changement tactique normal correspondant au tournant de la situation en Allemagne aurait été l'accélération du rythme, l'accentuation des mots d'ordre et des méthodes de lutte.

parallèlement au regroupement défavorable en général des forces politiques, a amené au communisme un gain important de voix.

Pour éclairer la contradiction dans laquelle est tombé le P. C. allemand, comme la plupart des autres sections de l'I. C. mais plus profondément qu'elles, prenons la plus simple comparaison.

LES VARIANTES POSSIBLES

DU DEVELOPPEMENT ULTERIEUR

La situation révolutionnaire qui pose devant le prolétariat le problème immédiat de la conquête du pouvoir se compose d'éléments objectifs et subjectifs qui sont liés entre eux et qui, dans une grande mesure, dépendent les uns des autres.

3) La classe révolutionnaire est encore cependant profondément divisée par des contradictions intérieures.

4) La petite bourgeoisie a déjà pris au début de la crise une position menaçante le système actuel de domination capitaliste.

Autrement dit, les conditions objectives principales de la Révolution prolétarienne existent déjà, il existe déjà une de ses conditions politiques (état de la classe dominante); une autre condition politique (état du prolétariat) commence seulement à évoluer vers la Révolution et, à cause de l'héritage du passé, elle ne peut pas évoluer rapidement.

Nous avons donc une situation profondément contradictoire. L'un des facteurs actuels met à l'ordre du jour la Révolution prolétarienne et les autres excluent les possibilités de sa victoire dans la période la plus proche.

Théoriquement on peut s'imaginer plusieurs variantes du développement ultérieur de la situation actuelle en Allemagne.

1) Le P. C., effrayé par sa propre stratégie de la troisième période, avance à tâtons, avec une extrême prudence, évitant des risques et, sans combat, laisse échapper des situations révolutionnaires.

2) Sous l'influence du succès électoral, le parti fait au contraire un nouveau tournant brusque à gauche dans le sens de la lutte directe pour le pouvoir et, étant le parti de la minorité active, il subit une défaite catastrophique.

3) Il est possible également que la direction, n'abandonnant rien, essaie de trouver empiriquement une ligne moyenne entre les dangers de ces deux variantes; elle fera une série de nouvelles erreurs, elle atténuera tout ce qui peut vaincre la méfiance des masses prolétariennes et se-

mi-prolétariennes en même temps que les conditions objectives arriveront à se modifier dans le sens défavorable à la Révolution, cédant la place à un nouveau stade de stabilisation.

4) Enfin la variante la plus favorable ou pour mieux dire, la seule variante favorable: le P. C. allemand, par un effort de ses éléments les meilleurs et les plus conscients, se rend compte de toutes les contradictions de la situation actuelle.

La tâche de l'opposition

Il est superflu de chercher à prévoir laquelle de ces variantes a le plus de chances de se réaliser dans la plus proche période.

Pravda fait cependant une petite réserve: « Les succès ne doivent pas nous monter à la tête ». La politique fautive de la direction stalinienne resta, la aussi, fidèle à elle-même.

« Les succès ne doivent pas nous monter à la tête ». Cette politique obtuse, consciemment erronée, peut précisément anéantir la Révolution allemande.

(La fin des thèses paraîtra dans le prochain numéro.)

La première partie de cette étude a paru dans le numéro 56.

Pour que la "Vérité" paraisse la semaine prochaine

Nos appels ont été entendus par un nombre plus important de camarades. Mais la Vérité reste dans une situation très difficile.

« La Vérité est une arme de combat indispensable pour l'éclaircissement et la consolidation des principes communistes. De même, il est indispensable que les communistes fassent tous les efforts pour lui assurer la continuité et une vie plus ample.

« La Vérité ne pourra vivre que si chacun de ses amis se joint aujourd'hui même à cette œuvre qui ont assuré sa publication depuis plus d'un an.

NGUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

LA SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes A. Paris, S. Paireault, M. B., etc.

Total de la semaine ..... 590

Total général ..... 14.143,10

LIQUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Groupes de la Région Parisienne

La Ligue organise pour le DIMANCHE 2 NOVEMBRE

à 14 h. 30

une réunion d'information et de discussion sur

LA SITUATION EN ALLEMAGNE ET LES TACHES DU PARTI COMMUNISTE

Tous nos camarades, tous nos lecteurs sont priés d'assister à cette réunion. La salle sera indiquée, dans le prochain numéro.

LA VIE DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE

Une nouvelle revue de l'Opposition tchéco-slovaque

Nous avons devant nous le premier numéro (septembre) de la revue mensuelle de l'Opposition communiste de Tchécoslovaquie « Jiskra » (L'Éclaircie).

Une autre étude plus développée soumet la « Troisième Période » en Tchécoslovaquie à une critique serrée, avec chiffres à l'appui.

Etant donnée la force relativement grande de la droite tchéco, dont une partie (le groupe Michaletz-Neurath) pour mieux tromper les ouvriers s'orientent vers la gauche, fait des avances timides au « trotskysme ».

La parution de cet organe marque un pas sérieux en avant de nos camarades tchécoslovaques et les fruits de ce travail ne manqueront pas de se faire jour au cours du perfectionnement ultérieur de la revue.

NOTES ÉCONOMIQUES

La répartition des revenus en France

Le ministère des finances vient de publier une statistique des revenus déclarés ou évalués pour l'année 1928. Il ne s'agit que des revenus supérieurs à 10.000 francs par an, les revenus inférieurs à 10.000 francs n'étant pas passibles de l'impôt général sur le revenu.

Les contribuables ayant un revenu compris entre 10.000 et 20.000 représentent 54 % de l'ensemble des assujettis et cependant ils ne totalisent que 26 % environ du montant global de tous les revenus.

Table with 3 columns: Categories des revenus, Contribuables inscrits, Montant des revenus nets. Includes 10.100 à 20.000 fr., 20.100 à 30.000 fr., etc.

La concentration des revenus, bien que réelle, est beaucoup moins caractéristique et rapide que la concentration du capital.

la vérité pour les gros revenus que les capitalistes parviennent la plupart du temps à dissimuler. Il s'ensuit donc qu'en fait la concentration des revenus est bien plus considérable que ne le montrent les chiffres ci-dessous.

Cela montre qu'il existe un certain éparpillement des revenus parmi les petits préteurs et cela représente exactement la ristourne que la grande bourgeoisie leur offre pour disposer en toute sécurité de leur vie et de leur mort.

Il y a une autre cause à l'éparpillement relatif des revenus indiqués, c'est que sous le vocable « revenus » sont compris les salaires. Dans leur nomenclature, les économistes bourgeois confondent le revenu fourni par l'exploitation d'un capital et le salaire considéré par eux comme étant le « revenu du travail ».

En aucun cas, le capital-travail dont son salaire serait le soit-disant revenu, et pour cause: le travail qu'il aura dépensé dans sa vie entière, c'est le capitaliste qui l'accumulera sous forme de capital et lui seul.

Le revenu total touché en un an par la classe capitaliste semble rarement dépasser le double de la somme totale des salaires alloués aux ouvriers; mais il lui est toujours supérieur.

P. S.

Le numéro 24 de

La Lutte de Classes

vient de paraître.

An sommaire: L'élection du XX<sup>e</sup>. — R. Well: Après les élections en Saxe. — K. Landau: Le danger fasciste en Allemagne. — Communist: Communisme ou national-bolchevisme? — Appel aux ouvriers pour les élections au Reichstag. — Lettres d'U. R. S. S.: Dingelstedt: Entre le 15<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> Congrès du P. C. R. — Qui soutient Staline... Comptes rendus de livres: Grinko: Le plan quinquennal. — Masion: Les deux Russies, etc...

Le prix du numéro: 3 fr.

Le n° 25 (Septembre) paraîtra immédiatement après. Il contiendra un très important article du camarade Trotsky: « Staline théoricien », critique des discours de Staline sur la collectivisation de l'agriculture.

En vente:

45, Bd. de la Villette, Paris

BIBLIOTHEQUE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste

par Léon Trotsky.

La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition,

par Léon Trotsky.

En vente: à la VÉRITÉ,

45, Boulevard de la Villette.

Le Gérant: P. FRANK.

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant, Paris.